

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

***Direction Générale des Politiques et Programmation
Budgétaire***

COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE
A FIN JUILLET 2023 (SITUATION PROVISOIRE)

Les présents commentaires portent sur les Etats de Suivi Budgétaire à fin juillet 2023, et s'articulent autour de deux points, à savoir :

- le suivi quantitatif des dépenses ;
- le suivi de la fluidité du circuit (volume des dépenses libérées d'une étape à une autre en relatif et en absolu).

I. SUIVI QUANTITATIF DES DEPENSES

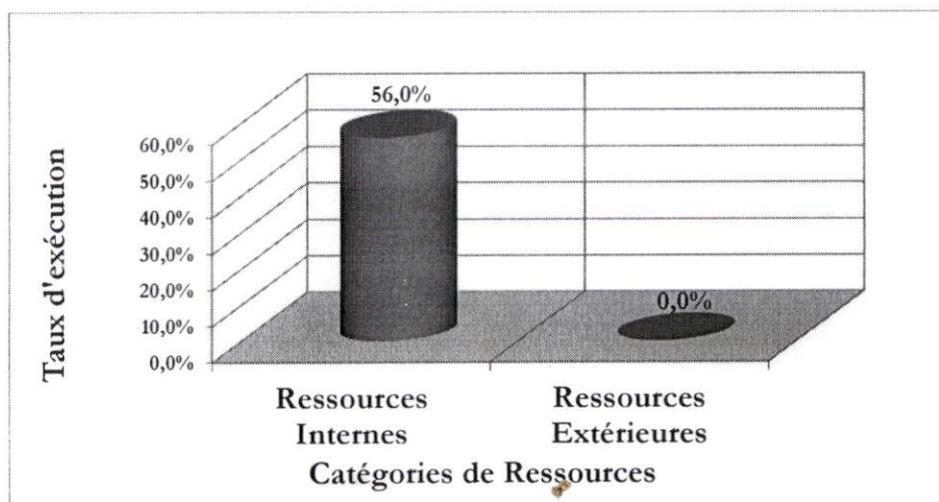
Les Etats de Suivi Budgétaire provisoires à fin juillet 2023 renseignent un niveau global d'exécution des dépenses de l'ordre de **8.281.482.995.905 FC** contre les prévisions linéaires de **17.674.785.149.595 FC**, soit un taux d'exécution de **46,9 %**.

Ces dépenses portent uniquement sur les **ressources internes**, dont le taux d'exécution s'élève à **56 %** sur une prévision linéaire de **14.781.816.323.454 FC**.

Les dépenses exécutées sur ressources extérieures sont en cours de traitement, cependant leurs prévisions linéaires se chiffrent à **2.892.968.826.140 FC**.

Le graphique 1 ci-dessous renseigne sur l'exécution en pourcentage des dépenses du budget général en ressources internes et extérieures.

Graphique n°1 : Exécution en pourcentage du budget général par catégorie de ressource

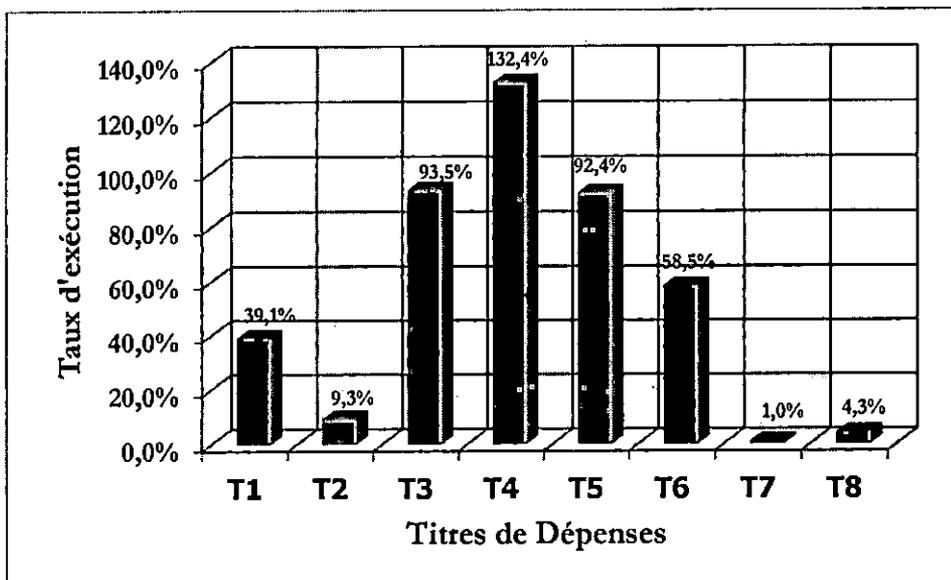


fla

1. Outre les dépenses des rémunérations et celles liées à la rétrocession aux Administrations financières ainsi qu'au service de la dette, l'essentiel des dépenses à fin juillet 2023 a porté sur :
 - la réhabilitation de la route de desserte agricole de 50 km, axe Minga-Kasomeno ;
 - les travaux de construction de la septième passerelle sur le site Debonhomme ;
 - la construction d'une maison R+1 au Camp militaire Mikonga ;
 - les travaux de réhabilitation des routes et pistes rurales dans les provinces ;
 - la réhabilitation et d'entretien de la Route Nationale n° 7, tronçon Lodja-Benadi-Bele-Lukibu-Kananga ;
 - la poursuite de la construction du Centre de congrès et de l'immeuble du siège de l'Office des Routes ;
 - l'acquisition de matériels audiovisuels et d'un car de reportage au profit de Studio Tech Belgique.

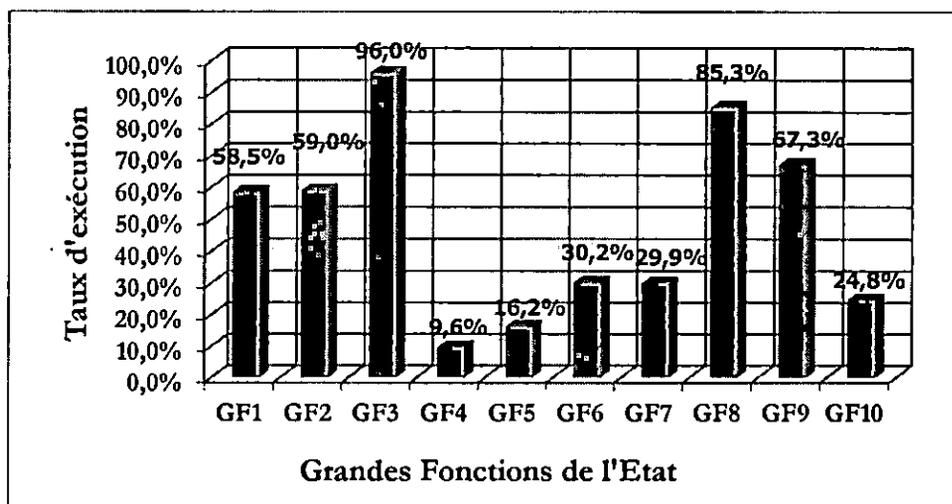
2. L'exécution du budget général par titre (T) se présente de la manière suivante :
 - Dette publique en capital (T1) : 229.506.801.604 FC contre les prévisions linéaires de 587.342.412.704 FC, soit un taux d'exécution de 39,1 % ;
 - Frais financiers (T2) : 34.126.616.576 FC contre les prévisions linéaires de 367.879.047.437 FC, soit un taux d'exécution de 9,3 % ;
 - Dépenses de personnel (T3) : 4.185.742.430.394 FC contre les prévisions linéaires de 4.476.338.812.634 FC, soit un taux d'exécution de 93,5 % ;
 - Biens et matériels (T4) : 300.908.117.563 FC contre les prévisions linéaires de 227.188.386.397 FC, soit un taux d'exécution de 132,4 % ;
 - Dépenses de prestations (T5) : 843.774.201.023 FC contre les prévisions linéaires de 912.705.540.135 FC, soit un taux d'exécution de 92,4 % ;
 - Transferts et interventions de l'Etat (T6) : 2.528.484.098.489 FC contre les prévisions linéaires de 4.324.900.823.323 FC, soit un taux d'exécution de 58,5 % ;
 - Equipements (T7) : 40.833.400.385 FC, contre les prévisions linéaires de 4.013.946.867.500 FC, soit un taux d'exécution de 1 % ;
 - Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière (T8) : 118.107.329.871 FC, contre les prévisions linéaires de 2.764.483.259.466 FC, soit un taux d'exécution de 4,3 %.

Graphique n°2 : Exécution en pourcentage des dépenses par Titre budgétaire



3. Par *grande fonction* de l'Etat (GF), l'exécution des dépenses renseigne les statistiques ci-après :
- **Services généraux des Administrations publiques (GF1) : 3.503.248.518.682 FC** contre les prévisions linéaires de 5.984.720.898.188 FC, soit un taux d'exécution de 58,5 % ;
 - **Défense (GF2) : 731.346.077.995 FC** contre les prévisions linéaires 1.239.375.097.332 FC, soit un taux d'exécution de 59 % ;
 - **Ordre et sécurité publics (GF3) : 799.927.582.214 FC** contre les prévisions linéaires de 833.241.164.248 FC, soit un taux d'exécution de 96 % ;
 - **Affaires économiques (GF4) : 391.834.225.655 FC** contre les prévisions linéaires de 4.070.118.889.870 FC, soit un taux d'exécution de 9,6 % ;
 - **Protection de l'environnement (GF5) : 23.442.728.261 FC** contre les prévisions linéaires de 145.050.328.789 FC, soit un taux d'exécution de 16,2 % ;
 - **Logement et équipements collectifs (GF6) : 57.936.321.465 FC** contre les prévisions linéaires de 192.042.704.835 FC, soit un taux d'exécution de 30,2 % ;
 - **Santé (GF7) : 497.289.476.131 FC** contre les prévisions linéaires de 1.662.890.264.231 FC, soit un taux d'exécution de 29,9 % ;
 - **Religion, culture, sports et loisirs (GF8) : 156.296.706.578 FC** contre les prévisions linéaires de 183.189.409.889 FC, soit un taux d'exécution de 85,3% ;
 - **Enseignement (GF9) : 2.035.480.130.298 FC** contre les prévisions linéaires de 3.022.586.806.103 FC, soit un taux d'exécution de 67,3 % ;
 - **Protection sociale (GF10) : 84.681.228.627 FC** contre les prévisions linéaires de 341.569.586.109 FC, soit un taux d'exécution de 24,8 %.

Graphique n°3 : Exécution en pourcentage des dépenses par Grande fonction de l'Etat



4. Par *rubrique budgétaire* (RB), l'exécution des dépenses globales peut être résumée de la manière suivante :

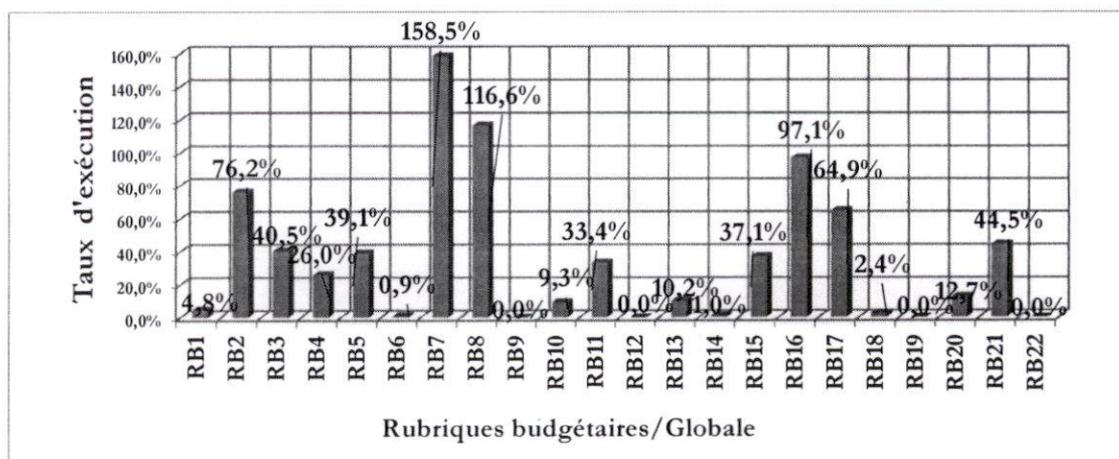
- **Bourse d'études (RB1) : 420.000.000 FC** contre les prévisions linéaires de 8.750.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 4,8 % ;
- **Charges communes (RB2) : 117.607.706.297 FC** contre les prévisions linéaires de 154.313.957.577 FC, soit un taux d'exécution de 76,2 % ;
- **Contrepartie des projets (RB3) : 35.430.537.415 FC** contre les prévisions linéaires de 87.500.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 40,5 % ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4) : 185.594.699.004 FC** contre les prévisions linéaires de 714.000.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 25,9 % ;

Jfz

- **Dette publique (RB5) : 229.506.801.604 FC** contre les prévisions linéaires de **587.342.412.704 FC**, soit un taux d'exécution de **39,1 %** ;
- **Financement des réformes (RB6) : 3.404.789.565 FC** contre les prévisions linéaires de **376.782.904.180 FC**, soit un taux d'exécution de **0,9 %** ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) : 1.164.980.576.776 FC** contre les prévisions linéaires de **734.940.142.977 FC**, soit un taux d'exécution de **158,5 %** ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) : 1.324.836.979.277 FC** contre les prévisions linéaires de **1.136.116.143.690 FC**, soit un taux d'exécution de **116,6 %** ;
- **Frais financiers (RB10) : 34.126.616.576 FC** contre les prévisions linéaires de **367.879.047.437 FC**, soit un taux d'exécution de **9,3 %** ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : 288.487.938.572 FC** contre les prévisions linéaires de **863.405.661.582 FC**, soit un taux d'exécution de **33,4%** ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13) : 106.820.096.138 FC** contre les prévisions linéaires de **1.048.253.153.090 FC**, soit un taux d'exécution de **10,2 %** ;
- **Investissements sur transfert aux provinces et ETD (RB14) : 16.690.096.703 FC** contre les prévisions linéaires de **1.710.036.860.931 FC**, soit un taux d'exécution de **1 %** ;
- **Mise à la retraite (RB15) : 58.419.389.646 FC** contre les prévisions linéaires de **157.623.228.883 FC**, soit un taux d'exécution de **37,1 %** ;
- **Rémunérations (RB16) : 4.038.791.541.074 FC** contre les prévisions linéaires de **4.159.166.666.667 FC**, soit un taux d'exécution de **97,1 %** ;
- **Rétrocession aux Administrations financières (RB17) : 475.594.059.358 FC** contre les prévisions linéaires de **733.193.489.535 FC**, soit un taux d'exécution de **64,9 %** ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) : 6.863.590.079 FC** contre les prévisions linéaires de **287.472.425.646 FC**, soit un taux d'exécution de **2,4 %** ;
- **Subventions aux services ex-BPO (RB20) : 2.258.995.294 FC** contre les prévisions linéaires de **17.780.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **12,7 %** ;
- **Transfert aux Provinces et ETD (RB21) : 191.648.582.528 FC** contre les prévisions linéaires de **430.687.819.120 FC**, soit un taux d'exécution de **44,5 %** ;

Il sied de noter que les **Investissements sur ressources extérieures (RB12)** ainsi que la rubrique **TVA remboursable (RB22)** n'ont enregistré aucun début d'exécution. Quant aux rubriques **Fonds de péréquation (RB9)** et **Subventions aux Services Déconcentrés (R19)**, elles ont connu leurs exécutions jusqu'à la phase de l'ordonnancement.

Graphique n°4 : Exécution en pourcentage par rubrique budgétaire/Globale



JF

5. Les *Charges transférées en Provinces et ETD* (40%) ont connu une exécution de 1.790.193.852.638 FC, contre les prévisions linéaires de 3.876.573.671.474 FC, soit un taux d'exécution de 46,2 %.

Elles sont subdivisées de la manière suivante :

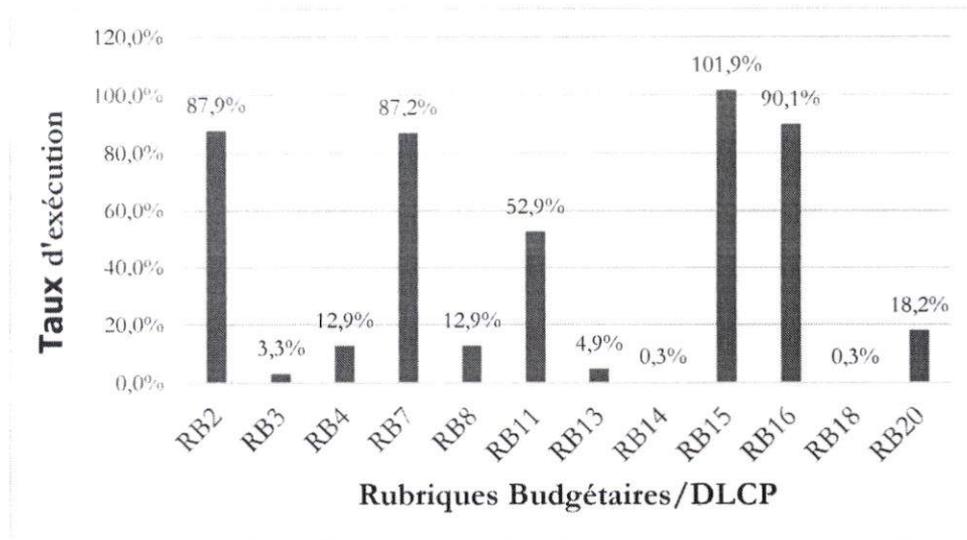
- **Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 16.690.096.703 FC** contre les prévisions linéaires de 1.710.036.860.931 FC, soit un taux d'exécution de 1 % ;
 - **Rémunérations (RB15) : 1.581.855.173.407 FC** contre les prévisions linéaires de 1.735.848.991.423 FC, soit un taux d'exécution de 91,1 % ;
 - **Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement) (RB20) : 191.648.582.528 FC** contre les prévisions linéaires de 430.687.819.120 FC, soit un taux d'exécution de 44,5 %.
6. Les *dépenses de lutte contre la pauvreté (DLCP)* ont été exécutées à hauteur de 2.303.261.467.359 FC, contre les prévisions linéaires de 6.297.353.032.657 FC, soit un taux d'exécution de 36,6 %.

Elles sont réparties comme suit :

- **Charges communes (RB2) : 53.757.009.638 FC** contre les prévisions linéaires de 61.148.701.126 FC, soit un taux d'exécution de 87,9 % ;
- **Contrepartie des projets (RB3) : 468.874.400 FC** contre les prévisions linéaires de 14.115.666.185 FC, soit un taux d'exécution de 3,3 % ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4) : 5.640.612.433 FC** contre les prévisions linéaires de 43.750.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 12,9 % ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) : 73.323.993.557 FC** contre les prévisions linéaires de 84.119.135.704 FC, soit un taux d'exécution de 87,2 % ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) : 14.501.455.946 FC** contre les prévisions linéaires de 112.237.294.251 FC, soit un taux d'exécution de 12,9 % ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : 99.677.503.397 FC** contre les prévisions linéaires de 188.523.320.703 FC, soit un taux d'exécution de 52,9 % ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13) : 15.092.370.797 FC** contre les prévisions linéaires de 307.130.746.381 FC, soit un taux d'exécution de 4,9 % ;
- **Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 4.875.208.834 FC** contre les prévisions linéaires de 1.454.733.712.433 FC, soit un taux d'exécution de 0,3 % ;
- **Mise à la retraite (RB15) : 3.239.805.551 FC** contre les prévisions linéaires de 3.180.124.850 FC, soit un taux d'exécution de 101,9 % ;
- **Rémunérations (RB16) : 2.032.033.018.278 FC** contre les prévisions linéaires de 2.255.005.174.390 FC, soit un taux d'exécution de 90,1 % ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) : 57.805.233 FC** contre les prévisions linéaires de 21.267.914.877 FC, soit un taux d'exécution de 0,3% ;
- **Subventions aux Services ex-BPO (RB20) : 593.809.296 FC** contre les prévisions linéaires de 3.263.697.214 FC, soit un taux d'exécution de 18,2 %.

Il convient de signaler que les rubriques **Financement des réformes (RB6)**, **Investissements sur ressources extérieures (RB12)** et **Transfert aux provinces et ETD (fonctionnement)** n'ont été exécutées et la rubrique **Subventions aux services déconcentrés (RB19)** a connu son exécution jusqu'à la phase de l'ordonnancement.

Graphique n°5 : Exécution en pourcentage par rubrique budgétaire/DLCP



II. SUIVI DE LA FLUIDITE DU CIRCUIT

1. Les informations relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense globale en termes de nombre de dossiers et en valeur sont affichées dans les tableaux 1 et 2 suivants :

Tableau n°1 : Nombre de dossiers de dépenses globales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Engagé	Liquidé	Ordonné	Payé	Structure
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	120	120	113	114	1,4%
2	FRAIS FINANCIERS	104	104	96	93	1,2%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	92 925	92 835	69 715	68 403	851,0%
4	BIENS ET MATERIELS	3 043	3 009	2 686	1 454	18,1%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	5 406	5 347	4 905	2 268	28,2%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	6 441	6 383	5 232	3 293	41,0%
7	EQUIPEMENTS	130	129	115	34	0,4%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	104	104	93	30	0,4%
Total		72960	72384	70654	8 038	100%

Après analyse des données du tableau n°1, la grande partie des dépenses de l'Etat pour cet exercice budgétaire s'est focalisée principalement sur les dépenses de personnel.

Les investissements (équipements et construction, réfection et réhabilitation) **représentent en moyenne 0,4%** des dossiers transférés. Un effort devra être fourni pour renverser cette **tendance**, afin de permettre l'exécution des investissements, moteur de la croissance et du développement.

Spa

Tableau n°2 : Exécution des dépenses globales par étape de la Chaîne de la dépense en valeur et leur taux de fluidité

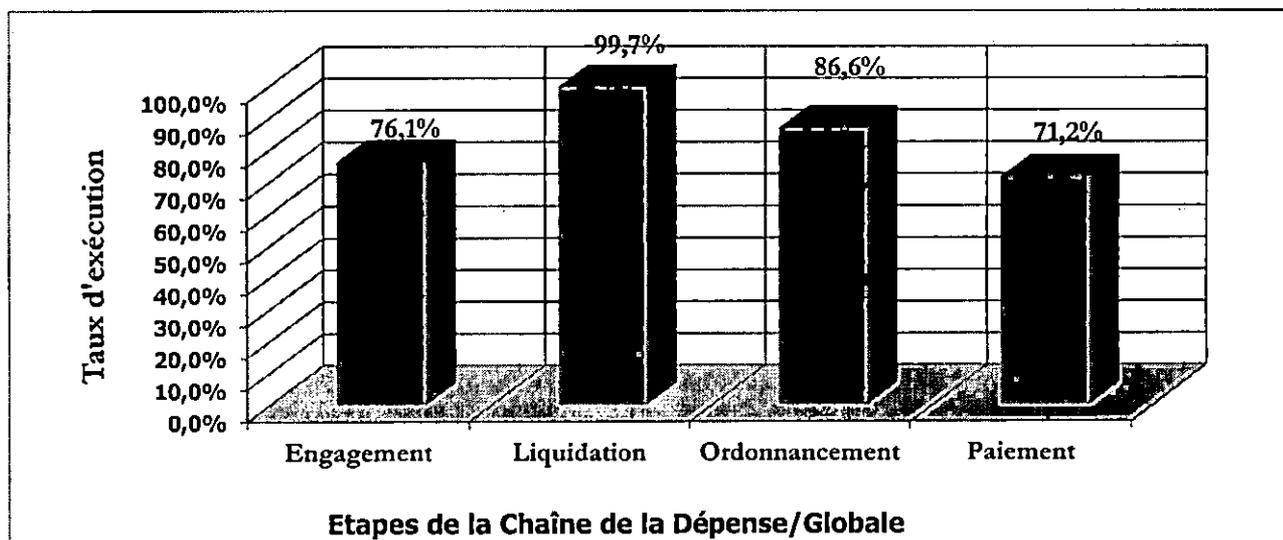
Code	Titre	Crédit Voté	Prévision Linéaire (7 mois)	Engagement		Liquidation		Ordonnancement		Paiement	
				Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 006 872 707 493	587 342 412 704	260 553 696 676	44,4%	260 553 696 676	100,0%	252 663 663 700	97,0%	135 904 862 792	53,8%
2	FRAIS FINANCIERS	630 649 795 606	367 879 047 437	35 430 781 220	9,6%	35 430 781 220	100,0%	34 332 051 111	96,9%	4 683 515 711	13,6%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	7 673 723 678 800	4 476 338 812 634	5 640 627 816 974	126,0%	5 638 071 475 625	100,0%	4 386 553 541 803	77,8%	1 029 104 333 750	23,5%
4	BIENS ET MATERIELS	389 465 805 251	227 188 386 397	508 242 849 513	223,7%	506 945 125 914	99,7%	449 969 068 823	88,8%	49 784 462 483	11,1%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 564 638 068 802	912 705 540 135	1 575 712 207 720	172,6%	1 574 644 516 577	99,9%	1 419 080 194 684	90,1%	156 463 760 710	11,0%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 414 115 697 125	4 324 900 623 323	4 815 237 657 638	111,3%	4 782 596 684 066	99,3%	4 497 778 287 651	94,0%	512 623 246 224	11,4%
7	EQUIPEMENTS	6 881 051 772 858	4 013 946 667 500	280 524 699 280	7,0%	279 531 442 030	99,6%	253 196 650 180	90,6%	2 301 945 947	0,9%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	4 739 114 159 084	2 764 483 259 466	340 758 511 918	12,3%	340 758 511 918	100,0%	331 406 519 565	97,3%	10 600 477 487	3,2%
Total		30 289 631 685 019	17 674 785 149 595	13 457 088 220 940	76,1%	13 418 532 234 027	99,7%	11 624 980 177 517	86,6%	1 801 466 605 104	16,4%

(T.F.) = Taux de fluidité d'une étape à une autre en %.

2. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense globale affichent les statistiques suivantes :

- **Engagement** : 13.457.088.220.940 FC, contre les prévisions linéaires de 17.674.785.149.595 FC, soit un taux global de fluidité de 76,1 % ;
- **Liquidation** : 13.418.532.234.027 FC dégageant un taux global de fluidité de 99,7 % par rapport aux engagements ;
- **Ordonnancement** : 11.624.980.177.517 FC, renseignant un taux global de fluidité de 86,6 % par rapport aux liquidations ;
- **Paiement** : 8.281.482.995.905 FC indiquant un taux global de fluidité de 71,2 % par rapport aux ordonnancements.

Graphique n°6 : Exécution en pourcentage de dépenses par étape de la Chaîne/Globale



JL

3. Les données relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense de lutte contre la pauvreté en termes des volumes de dossiers et en valeur sont renseignées dans les tableaux 3 et 4 ci-après :

Tableau n°3 : Volume de dossiers de dépenses LCP par étape de la Chaîne.

Code	Titre	Engagé	Liquidé	Ordonné	Payé	Structure	payé/engagé
3	DEPENSES DE PERSONNEL	42 248	42 232	30 158	30 013	95,1%	71,0%
4	BIENS ET MATERIELS	594	586	542	299	0,9%	50,3%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 070	1 043	950	369	1,2%	34,5%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 901	1 870	1 586	869	2,8%	45,7%
7	EQUIPEMENTS	46	45	40	6	0,0%	13,0%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	50	50	45	9	0,0%	18,0%
Total		45 909	45 826	33 321	31 565	100,0%	68,8%

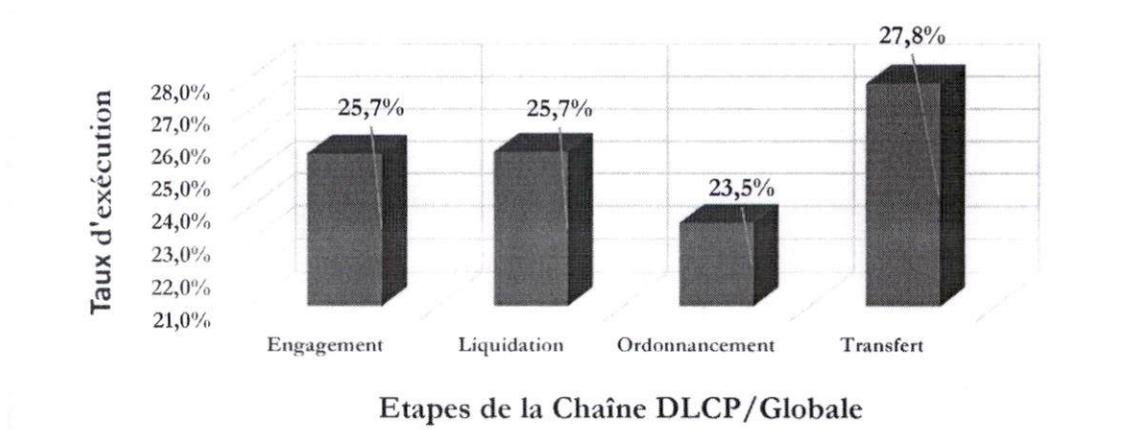
Du tableau ci-dessus, il se dégage que les DLCP sont plus orientées vers la rubrique Dépenses de personnel.

Tableau n°4 : Exécution en valeur de dépenses LCP par étape de la Chaîne

Code	Titre	Crédit Voté	Prévision Linéaire (7 mois)	Engagement		Liquidation		Ordonnement		Paiement	
				Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
3	DEPENSES DE PERSONNEL	3 920 958 142 143	2 287 225 582 917	2 699 702 455 050	118,0%	2 699 008 846 934	100,0%	2 051 268 292 828	76,0%	2 038 792 558 070	99,4%
4	BIENS ET MATERIELS	61 474 629 828	35 860 200 733	38 897 430 004	108,5%	38 527 240 497	99,0%	34 421 025 548	89,3%	22 566 730 303	65,6%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	305 602 024 401	178 267 847 567	154 072 335 156	86,4%	153 474 172 827	99,6%	150 006 792 227	97,7%	64 414 630 378	42,9%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	572 218 129 380	333 793 908 805	372 005 340 967	111,4%	370 847 706 738	99,7%	313 642 562 890	84,6%	157 051 094 577	50,1%
7	EQUIPEMENTS	2 877 688 332 223	1 678 651 527 130	26 753 865 099	1,6%	25 760 607 849	96,3%	25 061 863 778	97,3%	8 232 547 027	32,8%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	3 057 521 083 722	1 783 553 965 505	160 676 204 134	9,0%	160 676 204 134	100,0%	158 929 292 560	98,9%	12 203 907 004	7,7%
Total		10 795 462 341 697	6 297 353 032 657	3 452 107 630 411	54,8%	3 448 294 778 979	99,9%	2 733 329 829 831	79,3%	2 303 261 467 359	84,3%

4. Comparées aux dépenses globales, suivant les différentes étapes de la chaîne, les DLCP ont été exécutées comme suit :
- **Engagement** : 3.452.107.630.411 FC, soit un taux global de fluidité de 25,7 % par rapport aux engagements globaux ;
 - **Liquidation** : 3.448.294.778.979 FC, soit un taux global de fluidité de 25,7 % par rapport aux liquidations globales ;
 - **Ordonnement** : 2.733.329.829.831 FC, soit un taux global de fluidité de 23,5 % par rapport aux ordonnancements globaux ;
 - **Paiement** : 2.303.261.467.359 FC, soit un taux global de fluidité de 27,8 % par rapport aux transferts globaux.

flr

Graphique n°7 : Exécution par étape des DLCP par rapport aux dépenses globales

III. OBSERVATION

Il importe de rappeler à tous les acteurs de la chaîne de la dépense que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (**DGTCP**) devra capter les avis de débits tels que lui a envoyés par la Banque Centrale du Congo (**BCC**). Cela permettra à la DGPPB qui a en charge le suivi statistique de l'exécution du Budget, de produire des ESB exhaustifs et crédibles dans les délais.

IV. RECOMMANDATIONS

Au terme d'analyse de l'exécution de la dépense à fin juillet 2023 et sur base des conclusions de la réunion relative à la transmission journalière des encaissements et des décaissements du Trésor et, tel qu'abordé à la réunion du 31 mai 2023 sur la conciliation des chiffres entre l'ESB et le TOFE/PTR, réunissant tous les intervenants dans la chaîne de la dépense, la Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire (**DGPPB**) rappelle et recommande ce qui suit :

- la production des ESB et leur affichage est un engagement du Gouvernement de la République Démocratique du Congo et une exigence des Partenaires Techniques et Financiers ;
- la stricte observance de la mesure prise par le Gouvernement sur le respect de la chaîne de la dépense pour l'exécution de toute dépense publique ;
- le respect du calendrier de transmission des encaissements et des décaissements du Trésor à la DGPPB convenu en date du 04 juin 2021 entre la **DGPPB** et la **DTMF** pour permettre de produire les ESB conciliés avec le TOFE ;
- le respect du Manuel des procédures et du circuit de la dépense publique ;
- la réception systématique des avis de débit dans la Chaîne de la dépense par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (**DGTCP**), et in fine, par la Coordination Informatique Interministérielle (**CII**), pour faciliter le rapprochement des ESB et du TOFE ;
- le captage régulier des informations des dépenses effectuées sur ressources extérieures, dans le délai, conformément à l'Arrêté interministériel (Finances-Budget-Plan) portant réglementation du circuit d'information sur les ressources extérieures, en vue de permettre l'exhaustivité des statistiques de l'exécution de dépenses et leur reflet dans les ESB.

19 AOÛT 2023

Fait à Kinshasa, le

Rolly LENGU MBEMBO
 Directeur Général

